

PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Commission Consultative  
Départementale  
pour la Sécurité et l'Accessibilité  
\*\*\*\*\*

Sous-Commission Départementale  
E.R.P. - I.G.H.  
\*\*\*\*\*

Service Départemental  
d'Incendie et de Secours  
\*\*\*\*\*

6, rue du Nant - BP 1010 - MEYTHET  
74 966 ANNECY Cedex  
Téléphone : 04 50 22 76 00  
Télécopie : 04 50 22 76 97

Dossier transmis par :

M. le Maire  
Hôtel de Ville  
74100 VETRAZ-MONTHOUX

REFERENCE : AT 298 24 V 0006

N° d'étude : 102 777

N° prévention : 12 608

Rapporteur : Commandant MARCELLIN Stéphane

Suivi par : Commandant MARCELLIN Stéphane

Référence : POPP/EG/NA - n° 2024 - 556930

**PROCES-VERBAL CONCERNANT UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

**OBJET** : CENTRE PEDOPSYCHIATRIQUE  
commune : VETRAZ-MONTHOUX

La présente étude concerne la demande présentée par :  
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE  
530 rue Patience  
74800 La ROCHE-sur-FORON

pour l'établissement cité en objet implanté sur un terrain situé :  
43 chemin des Carrés  
VETRAZ-MONTHOUX

Pièce annexée au PC  
N° 074 298 24 V 000-13

du 13 JUN 2025

Le Maire,  
Patrick Antoine

Le projet présenté concerne la réhabilitation et la rénovation énergétique de locaux existants (centre médico-psychologique infanto-juvénile CMPI et centre d'accueil thérapeutique à temps partiel infanto-juvénile CATTPI), destinés à l'accueil pédopsychiatrique de jour.

Accessible depuis un espace libre, l'établissement est isolé des tiers par la distance.

Les travaux consistent à la création d'un sas d'entrée au rez supérieur, la réhabilitation des locaux et des remises aux normes pour les personnes à mobilité réduite (PMR), acoustiques, thermiques et électriques.

Le rez-de-chaussée haut et le rez-de-chaussée bas ne possèdent pas de communication entre eux et sont indépendants au niveau des dégagements.

Après travaux, l'établissement comprendra :

> au rez-de-chaussée bas :

- une zone d'accueil ;
- des espaces d'activités pédagogiques (expression théâtrale, peinture, terre, atelier, pataugeoire) ;
- une salle à manger et une cuisine dont la puissance des installations de cuisson est inférieure à 20 kW ;
- une salle de sieste ;
- des locaux administratifs non accessibles au public ;
- un local ménage, deux locaux de rangement, un local vide-ordures, une buanderie, réglementairement isolés (parois coupe-feu une heure).

Susceptible d'accueillir 30 personnes au titre du public et 15 personnes au titre du personnel, le niveau dispose de dégagements judicieusement répartis et en nombre suffisant (trois dégagements totalisant quatre unités de passage).

> au rez-de-chaussée haut :

- une zone d'accueil ;
- sept bureaux de consultation ;
- trois salles de psychomotricité ;

- une salle de groupe ;
- une salle de repos ;
- des locaux administratifs non accessibles au public ;
- un local ménage et deux locaux de rangement, réglementairement isolés (parois coupe-feu une heure) ;

> en mezzanine : trois bureaux non accessibles au public.

Susceptible d'accueillir 30 personnes au titre du public et 15 personnes au titre du personnel, ces deux niveaux disposent de dégagements judicieusement répartis et en nombre suffisant (deux dégagements totalisant quatre unités de passage ainsi qu'un escalier d'une unité de passage).

Les portes des issues de secours donnant sur l'extérieur seront verrouillées par clés.

Le principe de prise en charge des personnes en situation de handicap/mobilité réduite est réalisé par la formation du personnel et l'évacuation par l'aide humaine. Des consignes précisant ces modalités de prise en charge devront être rédigées et affichées.

## 1 - REGLEMENTATION APPLICABLE

Code de la Construction et de l'Habitation, Livre 1, Titre 4, articles R. 143-1 à R. 143-47.

Arrêté du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

Arrêté du 22 juin 1990 modifié, portant approbation des dispositions du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public du 2ème groupe.

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 et du 10 Décembre 2004 modifiés, portant approbation des dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public.

## 2 - CLASSEMENT EN TYPE - CLASSEMENT EN CATEGORIE

### 2.1 - CLASSEMENT EN TYPE

L'établissement est classé dans le type U.

### 2.2 - CLASSEMENT EN CATEGORIE

Conformément aux dispositions particulières afférentes à ce type d'établissement, l'effectif à prendre en compte pour le classement est le cumul de l'effectif théorique de chaque local accessible au public, calculé en fonction de son activité, augmenté de celui des visiteurs.

Effectif public : 60 Effectif visiteurs : 0 Effectif personnel : 30 Effectif classement : 60

L'établissement est donc classé en 5ème catégorie.

## 3 - MOYENS DE SECOURS

Nb	POSITION	NATURE	EMPLACEMENT	OBSERVATION
	Intérieur	Equipement d'alarme de type 3		satisfaisant
	Intérieur	Extincteurs	Adaptés aux risques particuliers	satisfaisant
	Intérieur	Téléphone		satisfaisant

## 4 - PRESCRIPTIONS

### - GENERALITES

- 1 - Faire procéder, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des équipements techniques de l'établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, désenfumage, gaz, appareils de cuisson, circuits d'extraction de l'air vicié, des buées et des graisses de la cuisine, moyens de secours, etc.). (Art. PE 4)

### - MOYENS DE SECOURS

- 2 - Apposer au niveau de l'entrée du bâtiment (éviter les emplacements derrière les portes) des plans d'intervention. (Art. PE 27)
- 3 - Instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie et l'entraîner à la manœuvre des moyens de secours. Il doit également être informé de la caractéristique du signal sonore d'alarme générale. Cette information peut être complétée par des exercices périodiques d'évacuation. (Art. PE 27)
- 4 - Assurer la défense extérieure contre l'incendie par un point d'eau d'incendie ayant un débit de 30 m3/h pendant une heure et situé, par rapport à l'entrée du bâtiment et par chemin carrossable pour les sapeurs-pompiers à moins de 400 mètres. Valeurs pouvant être majorées au vu d'un tiers pouvant présenter des conditions majorantes. (RDECI Arrêté préfectoral n°2017-0009 du 23 février 2017)

## **5 - OBSERVATIONS**

Etude de la notice de sécurité signée et datée du 15 avril 2024.  
Etude du carnet de plans signé et daté du 15 avril 2024.

## **6 - AVIS DE LA COMMISSION**

Un AVIS FAVORABLE est émis au dossier technique transmis par les services d'urbanisme de la mairie de Vétraz-Monthoux. Les prescriptions énoncées ci-dessus devront être respectées.

### **NOTA :**

La liste des prescriptions édictées ci-dessus n'est pas exhaustive. Elle ne dispense pas les constructeurs, les propriétaires et les exploitants du respect de l'ensemble des dispositions réglementaires applicables à ce type d'établissement (R 143-3 du CCH).

## **7 - RAPPELS REGLEMENTAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article R143-34 et les articles L.122-3 et L143-2 du Code de la Construction et de l'Habitation, les constructeurs, les installateurs et les exploitants sont tenus, chacun pour ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité.

Le contrôle exercé par l'Administration ou les Commissions de Sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

**Tout aménagement, toute transformation ou tout changement de direction et d'exploitation devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la Sous-Commission et être transmise à la Préfecture par l'intermédiaire de la mairie.**

Le Président de la Commission,

Pour le préfet,  
la directrice des sécurités



Mélanie FATMI

